

Sortir de soi

Entretien avec Théo Klein

Le Débat. – Dans votre dernier livre, vous vous dites frappé par l’enfermement des Israéliens sur eux-mêmes ou en eux-mêmes, et vous attribuez cette attitude vis-à-vis du monde extérieur à une très longue tradition de l’histoire juive. Pourriez-vous nous expliquer de quoi est faite, selon vous, cette tradition d’enfermement ?

Théo Klein. – Il me semble que nous sommes à la fin de cette tradition et qu’elle ne survit que partiellement.

Le Débat. – Pourriez-vous nous en rappeler l’origine ?

T. K. – Je songe à l’image de ce pharisien, Yoh’anan Ben Zakaï, qui quitte volontairement Jérusalem, alors sous le siège des Romains, parce qu’il lui semble avoir compris que c’était la fin d’une époque, que les Romains allaient gagner, que le temple risquait d’être détruit et que ce qui était un des derniers éléments vivants de la tradition d’une nation allait disparaître. Conscient qu’il était urgent de créer autre chose si l’on voulait continuer la vie du peuple juif, il est donc

sorti de Jérusalem clandestinement – drapé dans un linceul – pour aller fonder une école talmudique. Ben Zakaï est ainsi l’un des premiers de ces hommes qui ont écrit la Mishna et la Gemara, qui constituent les deux parties du Talmud. Je suis frappé du fait que toute cette période, qui est celle de la création de ce qu’on appelle aujourd’hui la tradition rabbinique, ou le judaïsme orthodoxe, pour employer une formule nouvelle, se déroule dans la Diaspora. Je ne trouve pas de rapport entre ce judaïsme-là et ce qui se passait auparavant. Je le trouve d’autant moins que, par exemple, dans cette tradition rabbinique, le shabbat joue un rôle extrêmement important – avec aussi des obligations quotidiennes, une vie quasiment militaire, une discipline extrêmement forte –, alors qu’il n’existait pas ou, en tout cas, existait très différemment du temps des prophètes. Les prophètes reprochent souvent aux juifs, ou plutôt aux Hébreux de l’époque, de mal se conduire, mais je n’ai jamais trouvé chez eux les incessantes protestations des

Avocat, ancien résistant, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) de 1983 à 1989, Théo Klein est une figure écoutée et respectée du judaïsme contemporain. Auteur de nombreux livres, il a publié en 2008 aux éditions Liana Levi *Sortir du ghetto*. Dans *Le Débat* : « Pour un renouveau du judaïsme » (n° 133, janvier-février 2005).

rabbins contre les violations du shabbat. En revanche, j'ai trouvé un passage de Jérémie assez intéressant, dans lequel il envoie une lettre aux déportés de Babylonie. C'était l'époque où Jérusalem était sous contrôle des Babyloniens, mais avec une autonomie encore large. Il y avait donc des délégations qui voyageaient entre les deux pays. Dans cette lettre, il dit aux déportés de Babylonie de fonder des familles, de marier leurs enfants et de participer à la vie commune et que c'était pour le bien de tout le monde. Je suis bien obligé de constater que les déportés étaient tous mâles et que donc, dans une certaine mesure, à moins que les femmes hébraïques soient parties clandestinement en Babylonie, le mariage mixte était inclus dans le message de Jérémie...

Je crois que la tradition rabbinique avait un but précis : la formation, à travers une stricte discipline, de communautés compactes, capables de survivre et de traverser des époques difficiles marquées par l'attraction de l'extérieur. Cela permettait de se sentir ensemble, de s'organiser, d'avoir le sentiment d'appartenir à quelque chose de particulier, peut-être même à une élite. Après tout, ne sommes-nous pas le peuple désigné par Dieu, à en croire l'interprétation que l'on peut donner à certains chapitres du cinquième livre de Moïse ?

J'ai le sentiment que nous assistons à l'écroulement de tout cela, à son écroulement définitif. Ces communautés qui ont survécu à travers les siècles ont commencé à se désagréger à partir du moment où les juifs ont pu, sans avoir à se convertir, c'est-à-dire à se renier, appartenir un peu plus à la collectivité au sein de laquelle était installée leur communauté. L'exemple le plus proche que je peux prendre de cette nouvelle situation est celui de la communauté juive alsacienne. Au moment où la Révolution française, après avoir accordé la citoyenneté aux juifs de

Bordeaux et de Bayonne, qui étaient déjà largement francisés, l'a accordée aux juifs alsaciens, qui ne parlaient pas le français mais le judéo-alsacien, il y a eu des réticences ; les juifs craignaient que leur intégration dans une collectivité plus large conduise à leur assimilation. Quand Napoléon a convoqué le grand Sanhédrin, il a fallu aux rabbins qui étaient réunis des efforts et des pirouettes extraordinaires pour répondre favorablement aux questions relatives à l'intégration des juifs dans la société française. Ils savaient que c'était certes leur intérêt, mais ils sentaient aussi qu'on leur demandait de se définir eux-mêmes avec plus d'ouverture, ce qui n'allait pas de soi pour eux. Et puis, tout d'un coup, quand les individus ont compris ce qu'on leur offrait, la liberté, la possibilité d'entrer dans les universités, ce qui s'est passé en France plus rapidement qu'en Allemagne, voilà que les individus qui composent cette société juive qui a traversé les siècles commencent à s'éparpiller. Un siècle plus tard, la Shoah va se charger de détruire les quelques communautés qui restent, principalement en Pologne. À ma connaissance, la dernière de ces communautés qui existe encore, en dehors peut-être de groupes à Brooklyn, est Mea Shearim, au nord de Jérusalem. Il est loin d'être anodin de constater que cette communauté renie et rejette l'État d'Israël.

Je me trouve ainsi face à une situation où je constate que l'individu juif s'intègre dans la société dans laquelle il se trouve, qu'il s'intègre aussi en Israël – un Israël qui se cherche certes toujours un peu, mais qui arrive tout de même à se développer –, mais que, dès l'instant où il s'agit des juifs en tant que collectivité, l'enfermement se reproduit. Dès lors, la question que je me pose est la suivante : une telle collectivité, qui s'est trouvée isolée pendant des siècles, n'a-t-elle pas perdu tout contact avec la réalité poli-

tique? Je ne suis pas sûr de m'exprimer d'une manière suffisamment claire, mais le politique n'est-il pas, avant tout, un art de la relation aux autres qui se situerait non pas au niveau de l'individu, mais à celui de la conception d'une collectivité? Il me semble que la société israélienne retrouve ses vieux réflexes à ce niveau-là, alors même qu'elle les a perdus au niveau des individus. Le problème qui m'intéresse est de savoir comment dépasser cet état de fait. Mon espoir est que les juifs arrivent à reconstituer une vraie culture juive, une vraie pensée juive, fondée, me semble-t-il – en tout cas c'est mon souhait –, sur les textes anciens, mais relus librement et compris à nouveaux frais dans leur langue d'origine. Je sens bien que, quels que soient les efforts que je fais, quelles que soient la connaissance et la possibilité que j'ai de lire les textes et même leurs commentaires en hébreu, mon raisonnement est marqué par ma formation française. Je me dis qu'en Israël les nouvelles générations qui sont élevées dans la langue hébraïque et qui vivent dans le cadre géopolitique dans lequel ces textes sont nés vont pouvoir capter le message et le renouveler, et ainsi, peut-être, libérer intellectuellement et culturellement les juifs de cet enfermement.

Le Débat. – Si nous vous comprenons bien, vous êtes frappé par l'impossibilité des Israéliens de s'ouvrir à ce qui n'est pas eux, alors que la situation appellerait qu'ils rompent avec cette tradition. Est-ce cela?

Théo Klein. – Les Israéliens sont en effet enfermés dans une très ancienne tradition qui leur fait considérer que le monde extérieur est foncièrement hostile. Le slogan le plus dangereux que j'entends trop souvent en Israël lorsqu'on parle des événements, des « incidents », est : « Ils sont tous contre nous ! » C'est un slogan qui est né dans les ghettos, dans des commu-

nautés juives qui se sentaient partout exclues du reste de la population et sujettes à son hostilité. Peut-être ne nous sommes-nous pas posé à ces époques-là la question de savoir si notre propre attitude n'était pas un élément qui pouvait, sinon justifier, du moins expliquer une partie de l'attitude négative que nous subissions.

La société qui est née de la fin de la nation juive, avec la destruction du deuxième Temple, a été forgée par les rabbins. Elle a permis au peuple juif de traverser de longues périodes durant lesquelles chaque communauté s'est trouvée isolée au milieu d'une population qui était animée par une religion particulière, qu'il suffisait d'ailleurs d'adopter pour trouver liberté et indépendance. Les juifs sont restés volontairement enfermés dans leur croyance, dans leur système de vie, dans leur communauté, ce qui leur a permis de survivre, incontestablement, mais, en même temps, les a rendus incapables de se penser au milieu et en rapport avec les autres.

Je crois que cette situation politique générale des juifs a cessé et que nous vivons actuellement les conséquences d'habitudes qui se sont perpétuées à travers les siècles et dont nous n'arrivons pas à nous libérer collectivement. J'observe que les juifs qui sont, à titre personnel, citoyens de différents pays démocratiques à travers le monde se sont parfaitement libérés de cela, mais que, sur le plan collectif, dès qu'ils se réunissent, ils retrouvent ce sentiment et ces réflexes. Cela ne va pas sans répercussions en Israël même, où cela a conduit, fort heureusement pour les juifs, à la constitution d'une force militaire qui assure les libertés de la population contre les ennemis extérieurs. Mais cette force militaire est devenue en quelque sorte la charte de la population, le seul élément sur lequel on compte réellement. On ne perçoit malheureusement pas dans la popula-

tion israélienne de prise de conscience politique qui permettrait de considérer que, à partir d'une certaine implantation dans la région, le problème n'est pas militaire, mais il est d'établir des relations avec les populations et les pays voisins.

Il est vrai que les conditions dans lesquelles Israël s'est créé, avec l'appui des puissances coloniales de l'époque, ont donné l'impression aux Arabes que les juifs étaient un produit colonialiste et que ça n'a pas facilité les choses. Il appartenait cependant, à mon sens, aux Israéliens de prendre conscience, petit à petit, que leur avenir était lié à leur capacité de s'implanter dans la région. Or cette capacité de s'implanter dans la région leur est offerte par les Palestiniens. Ces derniers sont le seul élément arabe qui permette une entrée dans le monde du Proche-Orient ; ils sont le seul canal par lequel se faire accepter par les autres. C'est d'autant plus vrai – et c'est là une idée que je traîne depuis longtemps, même si elle n'est pas partagée par beaucoup de monde – que les Palestiniens ont besoin des Israéliens pour espérer avoir leur propre vie nationale, dans la mesure où ils se trouvent, me semble-t-il, à un degré d'évolution un peu supérieur à la moyenne des autres peuples arabes de la région, et qu'ils ont envie de vivre dans une démocratie. Je crois sincèrement qu'ils comprennent que la proximité d'Israël est un atout pour y parvenir. Je constate d'ailleurs qu'il y a de plus en plus de contacts sur le terrain entre Israéliens et Palestiniens, même s'il n'y a encore aucune expression politique qui permette de donner un sens, une vitalité et un avenir à ces contacts. Cette absence d'expression me semble expliquer à elle seule le défaut de conscience politique que j'observe en Israël. Au lieu de cela on retrouve toujours le vieux sentiment d'une hostilité extérieure insurmontable.

Le souci de créer un lien, une relation, une

possibilité d'ouverture réciproque n'est pas pris suffisamment en compte dans les débats politiques en Israël, il est même ignoré, me semble-t-il. Il n'y a pas, à ma connaissance, de débat au Parlement, ni même en commission, sur la question de la *frontière*, c'est-à-dire sur la relation à l'autre. Tout ce qui s'est produit l'a été sous la pression ou en relation avec des puissances extérieures. On l'a bien vu au mois de novembre dernier, lorsque le Premier ministre Ehud Olmert est parti à Annapolis : il a réuni une session normale de son gouvernement, et la seule directive que ce dernier lui ait donnée a été d'exiger que la reconnaissance d'Israël comporte sa reconnaissance comme un État juif. Comme s'il était nécessaire que l'État soit défini par les autres ! Je crois, moi, que c'est l'affaire d'Israël de se définir, et c'est d'ailleurs ce qu'il a fait dans la Déclaration d'indépendance, laquelle est assez claire. Malgré cela, les juifs continuent d'exiger qu'Israël soit reconnu comme un État juif ! J'y vois une faiblesse, une inintelligence de notre part, que je ne m'explique que par cet enfermement dont nous n'arrivons pas à nous délivrer.

Le Débat. – Vous partez de l'idée que les juifs tiennent cette tradition du fait qu'ils ont vécu dans un monde hostile et que cette hostilité les a amenés à se replier sur eux-mêmes. Selon vous, cette volonté de repli ne faisait-elle pas partie de leur identité propre, et le judaïsme n'a-t-il pas consisté, par sa religion comme par ses modes de vie, ses interdits alimentaires, ses rites de circoncision, à marquer sa différence, qui était constitutive de son identité, et à se séparer du monde extérieur ? De plus, ne pensez-vous pas que la conviction d'être seul est une conviction que l'histoire a beaucoup confortée – je pense évidemment à la Shoah ?

T. K. – Il faut faire très attention avec l'utilisation de la Shoah. Je pense qu'il s'agit d'un

phénomène qui intéresse l'ensemble des populations européennes et que tous ceux qui ont vécu en Europe, et qui avaient leur mot à dire pendant la période qui a précédé la Shoah, ont collectivement commis des erreurs et des fautes terribles en laissant se développer des systèmes tels que le fascisme et l'hitlérisme. C'est notre incapacité à réagir, notre incapacité à comprendre qui a tendu à cela. Alors, certes, les juifs ont été les victimes privilégiées, même s'il y a eu d'abord quelques autres victimes allemandes parce qu'elles étaient handicapées ou qu'elles avaient des mœurs qui ne convenaient pas au régime. Mais le fait d'en avoir été les principales victimes ne crée pas pour autant une situation qui justifierait ou expliquerait notre attitude. Nous pleurons nos morts et, surtout, nous pleurons ceux que nous n'avons pas la possibilité d'avoir autour de nous. Car il n'y a pas que les six millions de morts ; il y a aussi tous ceux qui seraient nés de ces six millions de personnes et qui auraient apporté au peuple juif, à la population juive dans le monde une contribution extrêmement importante.

Le judaïsme rabbinique nous a institués comme une sorte de groupe compact, soumis à une discipline régulière justement pour nous permettre de survivre comme une minorité dans un milieu qui n'était pas forcément hostile. Ce que les rabbins visaient ce n'était pas l'hostilité, mais l'attraction des autres ; ce n'est pas du tout la même chose. Nous ne nous posons peut-être pas toujours assez la question de savoir si nous n'avons pas une part de responsabilité nous aussi. Avons-nous essayé de nous expliquer un peu mieux pour mieux nous faire comprendre ? N'avons-nous pas, à force de nous replier sur nous-mêmes pour rester nous-mêmes, donné le sentiment aux autres que nous voulions nous séparer d'eux ? Je crois que c'est quelque chose

de relativement complexe. En tout cas, aujourd'hui, nous sommes libérés de cela. Nous sommes, pour la plupart d'entre nous, libérés de toute la discipline religieuse. Nous devrions donc faire l'effort de nous libérer aussi de cette crainte permanente. Pour ma part, je ne me sens pas obligé de prendre en considération toutes les imbécillités qu'un antisémite peut dire. À la limite, ça peut faire l'objet d'un intérêt du procureur de la République ou de mesures de police ou de réactions de la classe politique du pays, mais je ne me sens pas spécialement atteint par des choses qui sont stupides ou peut-être pires que stupides. Je ne me sens pas obligé d'entrer en contact personnel avec l'antisémite. Si je suis citoyen d'un pays, je refuse d'entrer dans un débat qui n'est pas un débat citoyen.

Le Débat. – Pour prendre votre problème par une autre entrée, qu'est-ce qui pourrait pousser Israël à se convertir à une ouverture à laquelle il s'est toujours refusé, alors même qu'il s'agissait d'une nécessité originelle. Ben Gourion disait en substance : « Ou nous nous entendrons avec les Arabes, et nous insérerons dans le pays, ou nous devrons le quitter. » Depuis soixante ans, cet appel n'a pas vraiment été entendu – c'est ce que vous dites. Qu'est-ce qui pourrait le faire entendre aujourd'hui ?

T. K. – Une démarche personnelle, d'abord. Je crois que nous devrions sérieusement considérer que le désir de retourner sur la terre ancestrale est un désir de revenir à notre sémitisme originaire, que ce sémitisme originaire, nous ne le partageons qu'avec une seule population, la population arabe, et que nous devons donc nous assumer comme faisant partie de cette région. Malheureusement, pour des raisons que je comprends très bien, nous ne nous assumons pas comme tels pour la plupart d'entre nous.

Le Débat. – Mais n'est-ce pas impensable ?

Cette population israélienne est faite, pour le dire schématiquement de trois grands éléments : un élément européen, qui n'a pas beaucoup de raisons de s'assimiler ou de se fondre dans un élément arabe ; un élément disons colonial, issu d'Afrique du Nord, qui en est parti parce que les Arabes l'en avaient chassé et qui n'a donc aucune raison non plus de s'assimiler ; un élément constitué des Européens de l'Est ou de Russie, qui n'a pas la moindre raison traditionnelle de se sentir proche d'un monde sémitique de type arabe. On ne voit donc pas très bien, sauf à émettre une sorte de vœu pieux, éclairé, rationnel, cette population se convertir à une osmose civilisationnelle qui n'est pas la sienne au nom d'une racine sémitique lointaine et quelque peu mythique.

T. K. – Il faut pourtant bien reconnaître que nous n'avons pas été déportés en Palestine et que nous ne sommes pas là par la volonté de quelqu'un d'autre ! Chaque juif qui est en Israël aujourd'hui, sur le territoire de ce qu'on appelait la Palestine à l'époque du mandat britannique, a pris la décision personnelle – ou bien ses parents l'ont prise – de revenir sur cette terre. Il y a une raison à cela, et cette raison est liée à une origine. Si je désire revenir sur la terre de mon origine, je dois bien me reconnaître comme descendant de la population originaire et marquer mon désir de revenir à cette région par mes efforts et mon comportement et donc de me sentir proche de ceux qui y sont et avec lesquels j'ai décidé, moi, de vivre en voisinage. Ce n'est pas en tant que citoyen français né à Paris que j'ai décidé de devenir israélien. J'ai décidé de devenir israélien parce que je souhaite participer à une aventure qui, pour moi, est essentielle, à savoir faire revivre la Torah dans son jus, dans sa terre et dans sa langue. À partir du moment où je rentre dans cette langue et que je reviens sur

cette terre, je dois me considérer comme lui appartenant, pas comme un élément extérieur. On ne va pas trouver le commentaire actuel des textes anciens qui constituent notre identité dans la manière de penser des Américains, des Français ou des Chinois. Il faut revenir dans cette région si nous voulons vraiment retourner à la source.

Le Débat. – Pour poser ma question autrement, si les Israéliens n'ont pas fait individuellement et collectivement cette conversion extérieure à laquelle vous les appelez, par quels relais pourraient-ils être persuadés de la faire, si ce n'est par l'école ou par la politique ? Or ni l'école, ni la politique, ni les relais d'opinion, à part ceux qui sont très étrangers à cette tradition et presque en dissidence avec la politique et même parfois la société israélienne, ne font ce travail. Dans ces conditions, qui va relayer votre plaidoyer en Israël ?

T. K. – Il me semble que vous ne tenez pas assez compte d'une certaine réalité israélienne. Les films qui sont tournés en Israël répondent d'une certaine façon au souci que je manifeste. Il existe dans la population israélienne, et notamment chez les jeunes générations, un réel sentiment d'appartenance à cette région, peut-être pas d'une manière aussi approfondie que je pourrais le souhaiter, mais cela existe. Un bon nombre d'auteurs israéliens l'expriment d'ailleurs dans leurs livres. Même si ce que je dis n'est pas exactement la même chose que ce qu'un écrivain comme Avraham B. Yehoshua écrit dans ses livres, il s'en rapproche tout de même beaucoup. Tous ressentent la nécessité de donner un sens à la présence et au désir de vivre dans la région, de se reconstituer en peuple de la région, de s'inscrire dans le climat, dans la manière d'être et dans le voisinage des populations qui s'y trouvent, et de rendre tout cela cohérent. Je

crois que la logique, l'instinct même conduisent à ce sentiment-là.

Du côté du pouvoir politique, en revanche, on est clairement les témoins d'une incapacité des dirigeants israéliens de concevoir une politique nationale de relations avec le voisinage. Ce n'est pas moi, mais Kissinger qui a dit qu'en Israël il n'y avait que de la politique intérieure, jamais de politique extérieure. C'est, me semble-t-il, la conséquence du sentiment d'enfermement dont nous n'arrivons pas à sortir et qui fait que nous avons tendance à régler les problèmes entre nous et que nous ne les posons pas dans une relation nécessaire avec l'entourage. Que je sache, l'Amérique ne fait pas partie du Proche-Orient.

Le Débat. – Précisément pas, puisque vous prononcez ce mot d'Amérique, mettons-la dans le parallèle. L'incapacité que vous pointez de façon très juste, cette espèce d'autisme de la société israélienne, est-ce que, ne pourrait-on pas, toutes choses égales par ailleurs, la retrouver dans cette autre forme de pays ou de peuple élu qu'est l'Amérique? Ce qui les rapproche fondamentalement, c'est le modèle démocratique. N'y a-t-il pas un contraste extrême dans les deux cas entre le dynamisme créatif de la société et la médiocrité, disons le mot, du personnel et de la vie politiques?

T. K. – La comparaison avec l'Amérique me paraît difficile. En Amérique du Nord, mais aussi, à un moindre degré, en Amérique du Sud, on a commencé par repousser les populations locales et par les dominer complètement.

Le Débat. – Mais n'est-ce pas ce que souhaiterait finalement Israël?

T. K. – Peut-être, sauf que ce n'est pas possible! Les Américains ont dû le faire sur l'ensemble du territoire, et il n'est pas possible pour les Israéliens de le faire sur l'ensemble du Proche-

Orient. La question ne peut donc pas se poser dans les mêmes termes. Il faut tout de même tenir compte des conditions géopolitiques existantes.

Le Débat. – Certes, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes, mais on remarque ce même enfermement dans un contexte historique apparemment très différent qui est celui de l'Amérique.

T. K. – L'enfermement est gênant chez les Américains, comme il l'est chez les Israéliens, mais il n'a pas les mêmes effets. Après tout l'Amérique peut bien se replier sur elle-même si elle le souhaite, mais Israël ne le peut pas, ou alors il faudrait qu'il se replie sur un territoire qui soit accepté par tout le monde. Ce n'est pas en débordant de son territoire qu'il peut répondre à cet aspect du problème. C'est certainement une des erreurs qui a été commise en 1967, contrairement à ce que souhaitait Ben Gourion. Étant sur place le jeudi de la guerre des Six-Jours, j'ai entendu ce dernier dire qu'il fallait immédiatement occuper les maisons juives, le quartier juif de Jérusalem. Mais plus tard, dans l'après-midi, je l'ai revu chez Teddy Kollek, et je suis persuadé – je ne voudrais pas affirmer quelque chose dont je ne suis pas totalement sûr, mais ça m'a été confirmé par d'autres conversations entendues de Ben Gourion – qu'il souhaitait qu'on évacue les territoires. Je reconnais que les Israéliens n'ont pas immédiatement décidé de les occuper et d'y rester, mais il y a tout de même eu les trois « non » de Khartoum qui ont changé la donne : à qui pouvaient-ils les rendre puisque personne ne voulait parler? Il y a eu aussi le fait que, dans la première période, Moshe Dayan, qui, en tant que ministre de la Défense, contrôlait les territoires, a favorisé la renaissance de municipalités. Toute l'attitude de Dayan pendant cette période a consisté à redonner du terrain, de la liberté et de l'autorité aux

Palestiniens, non à occuper leur territoire. Je crois que Dayan, qui était né dans le pays et parlait l'arabe, avait compris que l'attitude inverse serait catastrophique. Ce que je dis aujourd'hui a été certainement l'opinion de beaucoup d'autres. Nous nous sommes laissé entraîner par manque de compétence. Nous n'avons pas une longue histoire politique ; nous avons même été hors de toute politique pendant des siècles. Nous avons donc à apprendre à entrer en politique. L'histoire nous impose cet apprentissage auquel nous sommes mal préparés. Nous serons bien obligés un jour de considérer que les rapports avec nos voisins sont nécessaires, utiles et réellement possibles. Encore une fois, ma conviction profonde est que, dans cette voie, les Palestiniens sont nos alliés nécessaires. Je rêve pour ma part à une sorte de confédération entre un État d'Israël, un État de Palestine et un État de Jordanie, ensemble qui correspond d'ailleurs à la définition géographique de la Palestine telle qu'elle était envisagée par la Société des Nations au moment où l'on en a confié le mandat aux Anglais : le territoire des deux rives du Jourdain. Une construction de ce genre permettrait de surmonter bien des problèmes, et je ne vois aucune raison profonde pour laquelle elle serait impossible à réaliser.

Dans une interview donnée il y a quelques mois à un quotidien israélien, Sari Nusseibeh, président de l'Université arabe de Jérusalem, constatait l'absence d'une position cohérente de la part du pouvoir israélien et, sans doute, le manque de volonté d'aboutir clairement à la solution des deux États : il en tirait une conclusion qui mérite quelque intérêt. Après tout, disait-il, si les Israéliens ne veulent pas de partage du territoire, alors, sur ce même territoire, acceptons, nous Palestiniens, d'être citoyens comme les Israéliens et de partager avec

eux un avenir commun : nous serons des Arabes israéliens.

Sari Nusseibeh m'avait répondu, il y a de nombreuses années, bien avant l'Intifada, alors que je lui parlais du « grand Israël » : « Pourquoi pas, mais à la condition que j'aie exactement les mêmes droits, la même liberté, la même citoyenneté, que vous. »

Le Débat. – C'est probablement vrai sur le plan rationnel, si ce n'est qu'on ne peut pas penser qu'une situation historique qui ne s'exprime pas n'a pas de raisons profondes de ne pas se réaliser. Tout ce qui y a fait obstacle depuis le début n'a aucune raison de ne pas continuer à lui faire obstacle, et même davantage dans la mesure où les sociétés palestinienne et jordanienne ne sont pas du tout celles de 1948 à tous égards. Il s'est accumulé un tel poids d'histoire, de mépris d'un côté, de haine de l'autre, qu'on ne peut pas comparer des sociétés si profondément dénivellées, à part quelques élites qui aiment à se rapprocher. D'autant que l'une a très largement contribué à créer la société palestinienne dans son opposition à elle et à la déstructurer jusqu'au point qu'elle n'existe presque plus aujourd'hui ou est en lambeaux. Cela supposerait de la part des Israéliens non seulement de l'admettre, mais de la reconstruire après l'avoir complètement détruite, ce qui est tout de même intellectuellement difficile à imaginer.

T. K. – Je ne crois pas que nous ayons complètement détruit les possibilités palestiniennes. Nous pouvons fortement et rapidement les aider à reconstruire ce que nous avons peut-être effectivement détérioré. Ce qui nous divise vous et moi c'est une expérience peut-être personnelle et humaine. J'ai eu de nombreux entretiens avec des Palestiniens. J'en ai rencontré beaucoup, et bien des amis israéliens entretiennent eux-mêmes

des contacts avec des Palestiniens. Il y a, je le constate de temps en temps, un réel désir des Palestiniens de s'entendre avec les Israéliens parce qu'ils savent qu'ils peuvent échanger entre eux : les Palestiniens peuvent enseigner aux Israéliens les valeurs profondes de l'Orient et les Israéliens peuvent apporter l'ouverture et les découvertes de la société moderne. Vous avez fait allusion tout à l'heure au développement de la société israélienne : ça n'échappe tout de même pas au voisin ! On ne voit pas pourquoi ceux-ci ne souhaiteraient pas y participer. Dernièrement, il y a eu un appel, une lettre, qu'un détenu des prisons israéliennes, Marouane Barghouti, a envoyée au mouvement « La Paix maintenant ». Il y exprimait sa volonté de dialogue et son désir de construire un vrai voisinage. On sait quels sont l'attitude et le désir constructifs de Barghouti, mais on ne lui donne aucune possibilité de les mettre en œuvre. Non pas parce qu'il y aurait une pensée profonde au terme de laquelle on considérerait que Barghouti serait dangereux. Il n'est dangereux que sur le plan de la politique intérieure israélienne. Le problème est que si on le libère, on fait sauter le gouvernement.

Toute la politique israélienne est malheureusement et trop souvent impuissante. En effet, il n'y a plus, depuis, de parti majoritaire. Il y a eu pendant longtemps le parti socialiste, qui regroupait un nombre de députés suffisant pour pouvoir en quelque sorte dicter la politique nationale. Il faut bien se rendre compte qu'une des faiblesses d'Israël dans ce domaine-là est due à ce système. Dernièrement, si Olmert avait interdit de reprendre ou de poursuivre des travaux dans la région de Jérusalem, il n'aurait pas pu aller à Anapolis, parce qu'il n'aurait plus eu de gouvernement ; l'un des partis de la majorité se serait en effet retiré. Ainsi Olmert, pour pouvoir poursuivre le dialogue avec le Président

palestinien, a dû autoriser une mesure de nature à discréditer la position d'Israël dans la négociation. Il y a donc une difficulté spécifique à la politique israélienne, qui est un système tellement subtil et fragile qu'on ne peut rien construire à moyen et à long terme dans le domaine politique. Le développement économique de la société ne pose pas de problème, mais dès que l'on touche à la politique, il devient impossible de concevoir un projet à moyen ou à long terme et d'asseoir ainsi une possibilité de développer une relation avec les voisins. Mais la société israélienne est elle-même responsable de cette situation. Dans mon esprit, c'est lié à toute notre histoire ancienne. La communauté existait partout, et c'était important qu'il y en ait une, mais ce qui était important aussi c'était qu'à l'intérieur de la communauté on avait le droit d'être en désaccord quasiment en permanence tant que ces dissensions n'avaient pas d'effet en dehors. Quand, à l'intérieur d'une communauté, on se disputait, les autres n'en subissaient pas les conséquences ; ça restait à l'intérieur du groupe. Ce dont, me semble-t-il, les Israéliens n'ont pas suffisamment conscience c'est qu'aujourd'hui ils ne vivent plus dans un ghetto ; ils sont entourés de voisins. En conséquence, leurs disputes intérieures ont des répercussions sur l'extérieur. Il y a là un effort à faire.

Le Débat. – Mais par qui et comment cet effort s'exprimerait ?

T. K. – Ça devrait commencer par la prise de conscience de cette difficulté, par le fait qu'on ne peut pas rester dans la situation absurde dans laquelle nous sommes. Il faut en sortir. Il y a des mesures à prendre, et il y a pour cela suffisamment d'hommes et de responsables intelligents en Israël. Il y a une société civile, mais malheureusement elle tourne le dos à la politique. À mon avis, cette absence d'intérêt pour la poli-

tique, cette absence d'influence sur les partis politiques pour qu'ils prennent conscience de la nécessité de se réformer pour pouvoir gouverner d'une manière sérieuse lui en feront subir les conséquences. Aujourd'hui, encore une fois, il n'y a pas de possibilité pour qu'apparaisse une politique cohérente d'Israël dans le domaine des relations avec les pays voisins, c'est-à-dire la politique extérieure. On le voit bien aujourd'hui dans le fait qu'on applaudit tel ou tel chef d'État étranger – je ne veux pas évoquer une personnalité en particulier – parce qu'il a dit tel ou tel mot, et on le proclame un ami indéfectible d'Israël; et quand il dit un certain nombre de choses qui déplaisent, il cesse d'être un ami indéfectible. Tout cela se déroule dans un temps relativement court. Il n'y a donc pas de cohérence politique. Je pense que ça vient de ce que, pendant deux mille ans, nous n'avions pas de relations avec la politique, nous n'avions pas de responsabilités; nous étions hors du champ politique. Politiquement, nous dépendions des autres.

Le Débat. – Prenons les trois problèmes clés, si vous voulez : Jérusalem, les colonies et les frontières. Sur le premier problème, estimez-vous que, si j'ose dire, le sucre a fondu depuis les exigences initiales d'une Jérusalem capitale d'Israël et d'un refus d'internationalisation de la ville? Sur les colonies, comment expliquez-vous que, sous les régimes de gauche comme sous ceux de droite, se soit poursuivi obstinément, en dépit du bon sens, en dépit du réalisme politique, l'établissement de colonies? Cela ne vous semble-t-il pas fondé sur un consensus, en dépit des dissidences qu'il peut y avoir sur ce point? Enfin, sur le problème des frontières, n'êtes-vous pas d'accord que jamais la discussion politique à l'intérieur d'Israël n'a réellement affleuré, et que cela ne va pas sans de lourdes conséquences par rapport à la coexistence de deux

États, indépendamment même d'une reconnaissance réciproque?

T. K. – Je vais essayer de vous répondre. D'abord, je voudrais souligner une réalité : depuis le début de la deuxième Intifada, les Israéliens ne mettent plus les pieds dans les quartiers arabes de Jérusalem. Très peu d'entre eux vont dans la vieille ville, sauf ceux qui vont au mur des Lamentations pour prier. La séparation entre la partie arabe et la partie juive de Jérusalem est faite. La question qui se pose concerne les développements de la Jérusalem juive, si je peux dire, sur des terres qui étaient précédemment occupées par des Palestiniens. C'est un problème réel, mais je dois reconnaître que si cette revendication israélienne peut trouver une assez forte justification, elle ne me paraît pas non plus être l'objet d'un conflit absolument insurmontable. Le vrai problème, le plus dur, le plus difficile, quasiment impossible à régler, est celui qui oppose les musulmans aux juifs dans la mesure où les musulmans – je le vois dans mes conversations avec l'ami arabe que j'ai dans la vieille ville et avec lequel je m'entretiens depuis une trentaine d'années – ne peuvent admettre l'idée qu'ait existé à Jérusalem un temple. Dans l'esprit de cet ami, reconnaître qu'il y a eu un temple à Jérusalem serait accepter la destruction de la mosquée al-Aqsa. Nous pouvons nous parler de n'importe quoi, nous disputer sur n'importe quel sujet, mais là-dessus ce n'est pas possible. Il y a donc sur ce point un obstacle très difficile, mais pas insurmontable pour la simple raison que je ne suis pas du tout persuadé qu'il soit nécessaire de reconstruire le temple. Je ne sais pas que nous souhaitions retourner aux sacrifices qui faisaient l'objet principal du culte dans ce lieu. Ça n'empêche donc pas de trouver un accord.

Concernant les colonies, je crois qu'il faut faire la différence avec ce qui s'est passé à une

époque où le parti socialiste était encore au gouvernement et où, effectivement, il y a eu des idées d'implantation sur des points stratégiques qui paraissaient importants aux généraux de l'époque pour assurer la défense d'Israël. Il n'y a toutefois pas eu de leur part de mouvement de colonisation volontaire sur les hauts points qui contrôlaient les agglomérations arabes. Ce mouvement a été mené en particulier par Ariel Sharon et par la droite israélienne. Ce n'est pas non plus du côté des socialistes que s'est développée cette idée extraordinaire consistant à dire que nous étions revenus sur la terre de nos ancêtres. Je ne sais pas si Dieu existe, mais s'il existe, il doit avoir de drôles d'idées, puisqu'il se trouve que les Palestiniens sont principalement installés sur les terres qui étaient celles où le peuple hébreu a vécu. Il n'a pas vécu là où sont la plupart des juifs aujourd'hui, notamment sur la côte ; c'étaient les Philistins qui étaient là. Mais je ne vois pas là non plus de difficulté insurmontable.

Le Débat. – Ma question portait sur le fait que la psyché, l'*ethos* israélien ne prennent pas en considération ces problèmes d'une manière qui permette de les résoudre. Où voyez-vous les raisons qui convaincraient les Israéliens de sortir d'une tradition de pensée sur laquelle pèsent le passé, la religion, l'histoire pour se convertir tout d'un coup à une rationalité partagée avec le monde extérieur ?

T. K. – Je crois que les Israéliens ont acquis un grand amour du pays dans lequel ils se trouvent. Je crois aussi qu'ils savent qu'ils sont capables de développer des régions qui ne font pas l'objet de contestation. Il y a à cet égard dans le Néguev des choses extraordinaires qui se développent à l'heure actuelle. Je ne vois donc pas pourquoi les Israéliens ne comprendraient pas que leur intérêt n'est pas tellement dans les territoires où sont les principales colonies, mais

plutôt dans leur capacité de participer au développement de la région.

Le Débat. – Si je vous suis, les problèmes ne pourraient se résoudre que de deux façons : au niveau d'une volonté gouvernementale éclairée et très volontariste, comme celle qu'a eue Yitzhak Rabin à un moment donné, mais dont on a vu l'issue fatale ; ou par une opposition de la société civile qui trouverait son truchement politique par la constitution d'un nouveau parti ou le renforcement d'un parti travailliste très anémié aujourd'hui. Faute de l'une ou l'autre de ces issues, ne craignez-vous pas que votre idée ne reste un vœu pieux ?

T. K. – Le peuple israélien est un peuple intelligent, qui n'a pas encore suffisamment pris conscience de ses responsabilités internationales et du fait qu'en exerçant ces dernières il s'intégrerait dans la région et en quelque sorte se libérerait de la hantise d'une haine insurmontable. Il y a là un effort de prise de conscience à faire, et je pense qu'il se fera. Le malheur à l'heure actuelle est que l'on ne voit pas venir à l'horizon de Rabin ou de Dayan, encore que Dayan n'ait jamais été chef du gouvernement. J'ai longtemps pensé que mon ami Shimon Peres pourrait incarner cette volonté, mais ce n'est pas le cas, ce que je regrette infiniment. Je crains qu'il ne se soit laissé engluier dans la vie politique. Aujourd'hui, comme Président, il n'a aucun pouvoir exécutif mais garde son prestige et le droit à la parole. J'espère qu'il aura la force d'appeler les citoyens israéliens à se reprendre et à affronter la réalité politique et leur avenir. J'espère encore qu'en tapant incessamment sur le clou ça se produira un jour. Après tout, rien ne s'oppose dans l'histoire et la culture du peuple juif à l'exercice de la raison et du dialogue. En prenant l'initiative de gracier Barghouti, Shimon Peres ouvrirait sans doute les portes de l'espérance.